

L'UNION SOVIÉTIQUE FACE À L'ALLIANCE POLONO-ROUMAINE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

MARIUSZ WOŁOS

(Cracovie)

En septembre 1920, en pleine guerre polono-bolchévique, un des leaders rouges, Lev Kamenev aurait prétendu: « L'État des Soviets désire une paix avec la Roumanie et la Pologne à condition que cette dernière ne s'obstinât pas à bâtir un État étendu entre la Mer Baltique et la Mer Noire, ce qui nous permettra de se tourner contre [le baron Piotr] Wrangel et de l'écraser avant l'hiver »¹. Cette déclaration résultait du cours des opérations militaires sur le front polono-bolchévique, de la victoire écrasante des Polonais devant Varsovie en août 1920, et des défaites à répétition de l'Armée rouge face à l'armée polonaise². Les bolchéviques savaient qu'ils n'arriveraient pas à mener en même temps une guerre contre les Polonais et à renforcer leur pouvoir en Russie et en Ukraine. La guerre civile y sévissait, les paysans se révoltaient contre le nouveau pouvoir, ils avaient même contre eux, les marins de Kronstadt qui avaient pourtant servi fidèlement la révolution³.

Les négociations polono-roumaines qui se déroulaient durant l'hiver 1920/1921 et qui devaient se conclure par une alliance politique et militaire⁴, étaient devenues un argument de poids lors de négociations parallèles, à Riga, par lesquelles les Polonais et les Soviétiques essayaient d'en finir avec la guerre⁵.

¹ Hoover Institution Archives (Stanford University – HIA), Poland. Poselstwo (Romania), box 1, folder 1, télé. no 94, de A. Skrzyński à Varsovie du 19 septembre 1920.

² P.S. Wandycz, *Soviet-Polish Relations 1917–1921*, Cambridge, Mass. 1969, *passim*; N. Davies, *White Eagle, Red Star: The Polish-Soviet War, 1919–20*, London 1983, *passim*.

³ *История России XX век: 1894–1939*, под ред. А.Б. Зубова, Москва 2009, pp. 469–765.

⁴ Sur les négociations polono-roumaines et conclusion d'une alliance politique et militaire voir: H. Bułhak, *Polska a Rumunia 1918–1939*, [dans:] *Przyjaźnie i antagonizmy. Stosunki Polski z państwami sąsiednimi w latach 1918–1939*, pod red. J. Żarnowskiego, Wrocław-Warszawa-Kraków-Gdańsk 1977, pp. 305–316; T. Sandu, *Le système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'exemple roumain 1919–1933*, Paris 1999, pp. 144–150; F. Anghel, *Construirea sistemului „Cordon Sanitar”: relații româno-polone, 1919–1926*, Târgoviște 2008, *passim*; H. Walczak, *Sojusz z Rumunią w polskiej polityce zagranicznej w latach 1918–1931*, Szczecin 2008, pp. 104–147.

⁵ Sur les négociations polono-soviétiques de Riga dans les années 1920–1921 et ses conséquences voir: J. Kumaniecki, *Pokój polsko-radziecki 1921. Geneza, rokowania, traktat, komisje mieszane*, Warszawa 1985, *passim*; *Traktat ryski 1921 roku po 75 latach*, studia pod red. M. Wojciechowskiego, Toruń 1998, *passim*; J. Borzęcki, *The Polish-Soviet Peace of 1921 and the Creation of Interwar Europe*, Yale University Press 2008, *passim*; *Zapomniany pokój. Traktat ryski. Interpretacje i kontrowersje 90 lat później*, pod red. S. Dębskiego, Warszawa 2013, *passim*.

Ces événements étaient étroitement liés entre eux, tout comme les pourparlers entre la France et la Pologne qui devaient aboutir à la conclusion d'une alliance politique et à une convention militaire en février 1921. Les Soviétiques avaient bien compris que ces deux alliances renforceraient la Pologne et sa position dans les négociations de Riga. Ajoutons que dans un même temps, en janvier 1921, l'envoyé polonais à Bucarest, comte Aleksander Skrzyński, voulait renforcer la position des Polonais en suggérant à sa centrale varsovienne de négocier l'acceptation d'une trêve de six semaines, prête à être signée avec les bolchéviques, pour tenir jusqu'à la fin des négociations avec la Roumanie⁶. Varsovie fit la sourde oreille car les autorités polonaises tenaient à finaliser rapidement l'alliance avec la Roumanie.

La réaction des Soviétiques à cette alliance fut très négative. Le chef de leur diplomatie, Gueorgui Tchitcherine écrivait, le 13 mars 1921, à Maxime Litvinov, à l'avenir son successeur : « Nous ne savons pas comment nous concilier la politique de la Roumanie, prétendument pacifique, et l'annonce publique faite par ses ministres d'un traité roumano-polonais qui prévoyant une guerre contre nous. Que veulent-ils donc, apaiser le conflit avec nous ou mener une guerre et se moquer de nous »⁷. La toute nouvelle alliance était pour les Soviétiques un exemple de plus de la politique agressive des voisins envers le premier État prolétaire du monde.

C'est le contenu de la convention militaire polono-roumaine qui intéressait particulièrement Moscou et la diplomatie soviétique, aussi, son service de renseignements se donnait beaucoup de mal afin de connaître ce document et ses modifications ultérieures. En avril 1926, après avoir reçu de Skrzyński, devenu chef de la diplomatie polonaise, les lignes directrices du traité polono-roumain et avoir été rassuré du caractère essentiellement défensif de ce document⁸, l'envoyé extraordinaire à Varsovie, Piotr Voïkov essayait de se procurer le texte des accords de 1921 auprès des diplomates polonais, pour le comparer au traité de garantie mutuelle conclu par la Pologne et la Roumanie en mars 1926, et prendre connaissance des conventions associées à ces deux documents⁹.

Déjà dans la deuxième moitié des années 1920, Moscou s'efforçait d'affaiblir l'alliance polono-roumaine sur la scène internationale, et même de la diluer dans d'autres traités. Dans l'optique soviétique, c'est le pacte tripartite entre l'URSS, la France et la Pologne qui devait constituer une sorte de contrepoids aux liens tissés entre Varsovie et Bucarest. Cette idée apparaissait déjà dans les années 1924–1925,

⁶ HIA, Poland. Poselstwo (Romania), box 1, folder 1, télé. no 3, de A. Skrzyński à Varsovie du 17 janvier 1921.

⁷ *Советско-румынские отношения. Документы и материалы*, Т. I: 1917–1934, Москва 2000, télé. de G. Tchitcherine à M. Litvinov du 13 mars 1920, p. 84.

⁸ *Dokumenty i materiały do historii stosunków polsko-radzieckich*, t. IV: kwiecień 1921 – maj 1926, Warszawa 1965, note de P. Voïkov du 29 mars 1926, pp. 508–511.

⁹ Архив внешней политики Российской Федерации (Москва – АВП РФ), ф. 04, оп. 32, п. 219, д. 52693, note intitulée « Conversation avec Morawski » du 10 avril 1926, pp. 22–23.

mais ne prit de l'importance que dans les premières semaines de 1926, c'est-à-dire à la veille de la prolongation du traité polono-roumain¹⁰. Elle était censée briser la conception de "table ronde", avancée par Varsovie, qui tenait à coordonner la signature du pacte de garantie avec l'URSS par tous les pays "limitrophes" – soit par un document commun, soit par la signature simultanée des traités bilatéraux avec Moscou (y compris par la Roumanie et la Pologne)¹¹.

C'est l'ambassadeur soviétique à Paris, Christian Georgiévitch Rakovski (né Khristo Gheorghiev Stantchev), qui dès octobre 1925 semblait chérir particulièrement le projet du pacte soviéto-polono-français. Cet habile connaisseur des affaires roumaines critiqua la politique de Varsovie envers la Roumanie, allant jusqu'à affirmer que la diplomatie polonaise voulait charger l'URSS de la responsabilité de la frontière roumaine afin de pouvoir réduire sa propre armée et le déficit budgétaire de la Pologne. De son côté, Rakovski déclarait Moscou prête à conclure un traité de non agression avec la Roumanie, à condition de désigner le fleuve Prout comme frontière commune. Ainsi, la Bessarabie, rattachée à la Roumanie dès 1918, serait rendue à l'URSS¹². Il va sans dire que cette condition était inacceptable pour les Roumains.

Pour ma part, je suis loin d'attacher trop d'importance à la conception du pacte tripartite et de le considérer comme une démarche sérieuse de Moscou. Je crois, qu'elle devait servir d'épouvantail de circonstance pour l'Allemagne après la signature par celle-ci des traités de Locarno, et encourager ou même forcer Berlin à conclure un pacte bilatéral avec les Soviétiques. Rappelons que ce pacte, sous la forme d'un traité germano-soviétique, a été signé dans la capitale allemande en avril 1926¹³. Par ailleurs, durant ses entretiens avec les Français, Rakovski soulignait les droits de l'URSS à la Bessarabie et le fait que les Soviétiques ne sont nullement « des chevaliers médiévaux qui distribuent le territoire de l'Union soviétique à d'autres »¹⁴.

Au milieu de cette agitation autour des pactes de non-agression à conclure avec la France et la Pologne, les alliés de la Roumanie, la diplomatie soviétique évitait tout engagement concernant la non-agression envers son voisin roumain.

¹⁰ M. Wołos, *Francja-ZSRR. Stosunki polityczne w latach 1924-1932*, Toruń 2004, pp. 278–281; Archives du Ministère des Affaires étrangères (Quai d'Orsay, Paris – AMAE), série : Europe, sous-série : Roumanie, vol. 57, dépêche no 127, de J. Herbette à A. Briand du 19 avril 1926, pp. 6–7.

¹¹ Sur la conception polonaise de "table ronde" voir : F. Dessberg, M. Wołos, *Francusko-sowieckie i polsko-sowieckie negocjacje w sprawie zawarcia paktów o nieagresji w latach 1925–1927*, „Zeszyty Historyczne” (Paris), 2007, z. 161, pp. 57–96.

¹² АВП РФ, ф. 04, оп. 42, п. 266, д. 53771, dépêche no 4, de Ch. Rakovski à M. Litvinov du 27 février 1926, p. 69.

¹³ *Документы внешней политики СССР*, т. 9: 1 января – 31 декабря 1926 г., Москва 1964, le texte du traité de non-agression et neutralité (avec les notes) du 24 avril 1926 signé entre l'Union soviétique et l'Allemagne, pp. 250–255.

¹⁴ АВП РФ, ф. 04, оп. 42, п. 266, д. 53771, note de Ch. Rakovski intitulée « Conversation avec Herbette » du 31 janvier 1926, pp. 22–26.

Selon Litvinov des garanties pareilles accordées même à un tiers, rapporteraient plus à la Roumanie que l'alliance polono-roumaine¹⁵.

Les Soviétiques utilisaient cette alliance, et surtout sa prolongation, en mars 1926, pour justifier leurs positions pendant les négociations diplomatiques. On le voit clairement à l'occasion de la signature du traité mentionné ci-dessus avec la République de Weimar mais aussi pendant les négociations avec la Lituanie (avril–septembre 1926). La centrale moscovite instruisit les diplomates soviétiques accrédités dans les capitales européennes (et surtout ceux de Varsovie) de présenter ses démarches à l'égard de l'Allemagne et de la Lituanie, toutes les deux contenant de forts accents anti-polonais, conséquence directe de l'alliance antisoviétique de Varsovie et de Bucarest¹⁶.

L'instruction, envoyée à Voïkov durant l'été 1926, comme ligne conductrice en cas de protestations polonaises contre le traité soviéto-lituanien en disait long : « La Pologne avait garanti à la Roumanie la possession de la Bessarabie et nous y trouvons un parallèle avec la question de Wilno [tenue par les Polonais mais convoitée par les Lituanais – *M. W., n. n.*]. Il est bien vrai que le cas de la Bessarabie ne doit pas constituer un obstacle à notre pacte [avec la Pologne – *M. W., n. n.*] et qu'il ne devrait pas être mentionné au cours de nos négociations autour du pacte [de non-agression – *M. W., n. n.*], mais en même temps, si les Polonais avancent leurs prétentions sur la région de Wilno, nous pouvons indiquer le précédent bessarabe. Bien sûr, nous ne proposons pas de marchander Wilno contre la Bessarabie, mais il convient d'indiquer le cas »¹⁷. A la lecture de ces mots on est tenté de formuler une thèse osée: dans ces circonstances spécifiques, l'alliance polono-roumaine devenait presque utile aux Soviétiques.

Ce qui est moins connu, ce sont les tentatives de la diplomatie soviétique afin d'influencer une partie des élites polonaises pour faire rompre ou au moins affaiblir, l'alliance entre Varsovie et Bucarest. Les diplomates rouges en poste à Varsovie, étaient très actifs dans ce domaine dans les années 1925–1926, c'est-à-dire aussi bien avant qu'après le coup d'État réussi de Józef Piłsudski (mai 1926)¹⁸. Dans ce cas, les efforts des Soviétiques se dirigeaient vers les gouvernants de la Démocratie nationale (« endecja »), parti dirigé par Roman Dmowski¹⁹. Avant le coup d'État de mai 1926 la Démocratie nationale, comme la désignait communément l'opinion publique, comptait parmi les partis les plus importants sur la scène politique et avait

¹⁵ АВП РФ, ф. 0136, п. 112, д. 213, dépêche no 2640, de M. Litvinov à Ch. Rakovski du 20 février 1926, pp. 9–10.

¹⁶ M. Wołos, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym. Dyplomacja sowiecka wobec Polski w okresie kryzysu politycznego 1925–1926*, Kraków 2013, pp. 273–275, 311–319.

¹⁷ АВП РФ, ф. 0122, оп. 10, п. 125, д. 39, dépêche no 3744, de S. Aralov à P. Voïkov du 31 août 1926, p. 60.

¹⁸ Sur ce sujet dans la littérature roumaine – F. Anghel, „Revoluția morală”. *Regimul politic sanatișt din Polonia, 1926–1930*, Târgoviște 2008, pp. 17–40.

¹⁹ Ю. Кантор, М. Волос, *Треугольник Москва-Варшава-Берлин. Очерки истории советско-польско-германских отношений в 1918–1939 гг.*, Санкт-Петербург 2011, pp. 119–120.

beaucoup d'influence dans la politique étrangère du pays. La prise du pouvoir par son ennemi juré – le maréchal Piłsudski – réduisit son influence, sans pour autant l'anéantir.

La diplomatie soviétique savait que les dirigeants de la Démocratie nationale regardaient avec réserve l'alliance avec la Roumanie, et seraient tentés par un accord avec l'URSS même au prix d'un affaiblissement des relations de la Pologne avec des pays "limitrophes", c'est-à-dire la Roumanie, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. Les diplomates soviétiques jouaient sur ce registre. Malgré leurs tentatives, l'angoisse des "nationaux-démocrates" de voir le rôle de la Pologne réduit dans le concert international, surtout par rapport à l'Allemagne, considérée par eux comme une menace principale pour l'indépendance de leur pays, a prévalu, et les plans soviétiques sont restés sans suite. Amer, Voïkov a commenté ainsi sa rencontre avec Dmowski: « Outre d'autres questions, ce qui était intéressant dans cet entretien, c'est que les nationaux-démocrates pourraient accepter un rôle quelconque d'intermédiaire dans nos pourparlers avec les Roumains, mais ils ne risqueront pas l'annulation de l'accord [polonais] avec la Roumanie qui pourrait détruire leurs relations avec la Petite Entente²⁰ [bloc des pays englobant la Tchécoslovaquie, Yougoslavie et la Roumanie – *M. W., n. n.*]. Ainsi, en discutant avec les nationaux-démocrates il ne faut pas perdre de vue leurs angoisses concernant l'Allemagne. Si non cette crainte de la puissance allemande, les nationaux-démocrates se résigneraient le cœur léger à une alliance quelconque avec la Roumanie »²¹. Il est bien vrai, que dans les années 1920 c'est le maréchal Piłsudski qui tenait beaucoup plus à l'alliance roumaine que ces concurrents politiques issus de la Démocratie nationale.

Le 9 février 1929, le document appelé "protocole de Litvinov" a été signé à Moscou. Il consistait à l'entrée en vigueur sans délai, dans les pays signataires, du "Traité de renonciation à la guerre, en tant qu'instrument de la politique nationale", signé à Paris le 27 août 1928 et communément connu sous le nom du pacte Briand-Kellogg. Le protocole de Moscou portait les signatures des représentants de l'URSS, la Pologne, la Roumanie, l'Estonie, la Lettonie, et – un peu plus tard – de la Turquie, la Perse et la Lituanie. Les Soviétiques y ont deux fois abandonné, et de façon significative, leur politique ordinaire. D'abord, ils permirent la présence simultanée et l'action commune, à tous les pays "limitrophes". C'était accepter pour Moscou la politique tant combattue jusqu'alors, et dite "de la table ronde". Deuxièmement, la cérémonie de la signature du pacte a vu agir côte à côte le ministre de la Pologne à l'Union soviétique, Stanisław Patek, et le représentant de la Roumanie à Varsovie, Cita Davila. Mais le Royaume de Roumanie n'étant

²⁰ Sur la Petite Entente voir: A. Essen, *Polska a Malá Ententa 1920-1934*, Warszawa-Kraków 1992, *passim*; Z. Sládek, *Malá dohoda 1919-1938. Její hospodářské, politické a vojenské komponenty*, Praha 2000, *passim*.

²¹ АБП РФ, ф. 04, оп. 32, п. 217, д. 52674, dépêche no 55, de P. Voïkov à S. Aralov du 1^{er} janvier 1926, pp. 18-19.

encore pas reconnu par l'URSS, elle n'entretenait point de liens diplomatiques officiels avec Bucarest²².

Pourquoi donc cette exception, qui pourrait être traitée comme une sorte de renforcement de l'alliance polono-roumaine? Rappelons que tout se passait entre l'élection et la prise du pouvoir par le président américain Herbert C. Hoover, et que la diplomatie américaine était parmi les initiateurs du pacte Briand-Kellogg. Je considère donc le "protocole de Litvinov" comme un geste de politesse diplomatique, fait par les Soviétiques à l'adresse de Washington. C'était une façon d'inviter les Américains à changer leur politique envers l'URSS. Au bout de cette démarche, les dirigeants soviétiques pouvaient voir, si non la reconnaissance *de iure* de l'État des Soviets par les USA, du moins des crédits accordés par Washington. Ce geste coûtait d'ailleurs peu à Moscou car le pacte Briand-Kellogg entra en vigueur quelques mois plus tard, indépendamment du "protocole de Litvinov"²³.

Force est de souligner la détermination des Soviétiques dont les relations avec les puissances – suivant le principe de *toutes proportions gardées* – poussait au deuxième plan leur politique intransigeante à l'égard de la Pologne et la Roumanie, en usage jusqu'alors. Le sens du "protocole de Litvinov" a été bien saisi par le diplomate roumain Davila : « En somme, tout ce que nous faisons ici avec ce protocole est une politique de dupes. Les Russes croient nous duper. Nous croyons les duper. Et tous ensemble nous tâchons de duper les Américains pour en obtenir de l'argent »²⁴.

Contrairement aux années 1920, la prolongation de l'alliance polono-roumaine en 1931 et 1936 n'a pas suscité de réactions aussi négatives de la part des Soviétiques²⁵. Pourquoi ? Le rôle de la France comme allié principal de la Pologne et de la Roumanie faiblissait visiblement après Locarno, et dans la première moitié des années 1930 les relations de Moscou avec Varsovie et Bucarest s'amélioraient²⁶. L'URSS dont la force militaire augmentait, était en même temps plus sûre de sa position montante sur la scène internationale. En plus, le service de renseignements soviétique savait que le maréchal Piłsudski avait une piètre opinion de l'armée roumaine, et son scepticisme à l'égard de l'allié roumain ne cessait d'augmenter. Sans exagérer, nous pouvons dire que dans les années 1930, et surtout dans la deuxième moitié, l'alliance avec la Roumanie a perdu beaucoup d'importance aux yeux des dirigeants polonais et, par conséquent, inquiétait moins les Soviétiques.

Cette dernière remarque trouve par la suite son application pratique. En juillet 1932, la Pologne signa un pacte de non-agression avec l'URSS sans attendre la

²² M. Wołos, *Francja-ZSRR*, pp. 420–433.

²³ *Ibidem*, pp. 431–433.

²⁴ AMAE, série : Europe, sous-série : URSS, vol. 313, dépêche no 107, de J. Herbet à A. Briand du 11 février 1929, p. 3.

²⁵ H. Walczak, *op. cit.*, pp. 450 et suiv.

²⁶ Voir : P.S. Wandycz, *The Twilight of French Eastern Alliances 1926–1936: French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland*, Princeton 1988, *passim*.

conclusion d'un pareil acte des Roumains. Bucarest se sent trahie par le comportement de Varsovie, certains dirigeants parlent d'acte de félonie de la part de l'allié polonais²⁷. Moscou, ce qui est logique, se réjouit en observant la querelle entre ses voisins et, dans la pure tradition de sa diplomatie, essaie d'utiliser "le cas polonais" au cours des négociations du traité de non-agression avec la France²⁸. Cette dernière avait accepté de signer un tel traité avec la Roumanie. Moscou ne cessait donc de tenter d'affaiblir la solidarité des alliés.

Au printemps 1934, Nicolae Titulescu, qui dirigeait alors la diplomatie roumaine, proposa à son homologue soviétique, Litvinov, de conclure, avec la Pologne, un pacte de non-agression tripartite. Consulté sur la concordance de son projet avec l'alliance polono-roumaine, il répondit : « si la Pologne ne se décidait pas à une telle combinaison, la Roumanie pourrait refuser de prolonger l'alliance »²⁹. La suite des événements allait s'avérer décevante pour Titulescu : son projet, a été rejeté fermement par Litvinov, fin juin 1934. Le commissaire soviétique y percevait non seulement une tentative de modification de l'alliance polono-roumaine par le traité tripartite, mais aussi une sorte de compensation pour l'abandon définitif des prétentions de l'URSS sur la Bessarabie. Cette interprétation des propositions de Titulescu condamna son projet³⁰. Les Soviétiques voulaient rester libres dans la question bessarabe.

Avouons que Nicolae Titulescu n'était apprécié ni par Piłsudski, ni par son chef de la diplomatie – le ministre Józef Beck. La politique "soviétique" du ministre roumain était très critiquée à Varsovie³¹. Fin juin 1934, c'est-à-dire peu de temps après que les relations diplomatiques avec la Roumanie ont été officiellement nouées, un rapport particulièrement intéressant arrive sur le bureau de Joseph Staline. Une notice provenant des services secrets soviétiques en Pologne avertit qu'« à ce moment Piłsudski est occupé par la Lituanie et c'est pour cela qu'il consacre moins de temps à la Roumanie. Piłsudski considère le problème roumain comme plus facile à résoudre que celui de la Lituanie. L'organisation polonophile dans l'armée roumaine est forte, et le réseau polonais en Roumanie est considéré comme solide. La fluctuation temporaire de la Roumanie n'angoisse pas spécialement Piłsudski. L'Allemagne et le Japon ont proposé d'accorder un crédit à la Roumanie pour réorganiser l'armée mais à condition qu'elle soit menée sous la direction de l'État major général polonais »³².

²⁷ M. Wołos, *Francja-ZSRR*, pp. 571–580.

²⁸ АВП РФ, ф. 05, оп. 12, п. 87, д. 79, dépêche no Ф611/5600, de N. Krestinski à V. Dowgalewski du 3 novembre 1932, pp.39–40.

²⁹ *Советско-румынские отношения*, t. I, télé. de M. Litvinov à Moscou du 30 mai 1934, p. 422.

³⁰ *Ibidem*, dépêche de M. Litvinov à V. Potemkine du 27 juin 1934, p. 428.

³¹ *Polska polityka zagraniczna w latach 1926–1939. Na podstawie tekstów min. Józefa Becka*, oprac. A.M. Cienciała, Paryż 1990, pp. 56 et suiv.

³² *Лубянка. Сталин и ВЧК-ГПУ-ОГПУ-НКВД: январь 1922 – декабрь 1936*, Москва 2003, note du service de renseignements soviétique sur les relations franco-polonaises et d'autres questions du 29 juin 1934, p. 539.

La dégradation, dans la deuxième moitié des années 1930, des relations polono-soviétiques ne pouvait pas se faire sentir dans les relations entre Moscou et Bucarest. La perception soviétique des contacts polono-roumains changeait au fur et à mesure ; les visites mutuelles des dirigeants polonais et roumains, accompagnées souvent de consultations politiques et militaires, étaient désormais considérées comme hostiles par l'URSS. En fait, selon Moscou la diplomatie roumaine prenait une direction inquiétante. En février 1937 Litvinov rassurait son envoyé diplomatique à Bucarest, Mikhaïl Ostrovski : « nous ne demandons rien à la Roumanie sinon de conserver son autonomie complète malgré les provocations allemandes et polonaises, sa loyauté envers la France et la Petite Entente, des relations amicales avec nous, une fidélité aux principes de la Société des Nations et de la sécurité collective, bref – de tenir la ligne de Titulescu. Au lieu de cela nous observons l'affaiblissement des contacts au sein de la Petite Entente, l'augmentation démesurée de l'influence des missions allemande et polonaise en Roumanie, et – par dessus tout – un paroxysme nouveau d'intimité dans ses relations avec la Pologne. L'alliance avec la Pologne avait été dirigée uniquement contre l'Union soviétique, car la Pologne ne pouvait pas aider les Roumains contre l'Allemagne, la Bulgarie ou la Hongrie. Avec ce dernier pays elle conserve d'ailleurs des relations très cordiales. La Pologne, de concert avec l'Allemagne, sape la Petite Entente. Nous avons le droit de considérer qu'après nos garanties données à la Roumanie par le biais de la convention de Londres, elle ne manifesterait plus son rapprochement avec la Pologne que nous devons traiter comme hostile à l'Union soviétique, ce rapprochement n'ayant aucun autre but »³³.

La rhétorique répandue du début des années 1920 était donc bien de retour. En même temps, nous avons l'impression de lire un catalogue de vœux, formulés par une grande puissance à l'égard de son voisin plus faible. Par ailleurs, l'envoyé roumain à Moscou informait son ministère en juillet 1937, que les Soviétiques étaient persuadés d'un manque total de manoeuvre de la Roumanie sur la scène internationale et de sa dépendance complète de la politique de Beck³⁴. Ce dernier était traité par les dirigeants moscovites d'"agent d'Hitler"³⁵.

Ajoutons que pendant les négociations franco-anglo-soviétiques à Moscou, le 14 août 1939, le maréchal Kliment Vorochilov demanda la possibilité d'entrer de l'Armée rouge sur le territoire de la Pologne et de la Roumanie pour participer effectivement en lutte contre l'armée hitlerienne. En principe, c'était une demande

³³ *Советско-румынские отношения. Документы и материалы*, Т. II: 1935–1941, Москва 2000, télé. de M. Litvinov à M. Ostrovski du 22 février 1937, pp. 123–124. Sur la "ligne de Titulescu" voir : *Nicolae Titulescu. Documente confidențiale*, ed. de I. Grecescu, București 1992, Memoriu-Raport trimis regelui Carol al II-lea la începutul anului 1940, referitor la istoricul raporturilor româno-sovietice, pp. 79–127; O.H. Кен, М.С. Островский и советско-румынские отношения (1934-1938 гг.), [dans :] *Россия в XX веке: Сб. статей к 70-летию со дня рождения чл.-корр. РАН проф. В.А. Шишкина*, Санкт-Петербург 2005, pp. 336–360.

³⁴ *Советско-румынские отношения*, t. II, télé. de E. Ciuntu à V. Antonescu du 16 juillet 1937, pp. 155–156.

³⁵ *Ibidem*, télé. de E. Ciuntu à V. Antonescu du 10 juillet 1937, p. 154.

d'annuler d'une alliance polono-roumaine. Cette proposition des Soviétiques était inacceptable pour les Polonais et Roumains. Moscou s'en servait comme un prétexte utile pour briser les négociations avec les Français et Anglais à la veille de signature du pacte Ribbentrop-Molotov (le 23 août 1939)³⁶. Les dirigeants soviétiques savaient bien que dans ce temps l'alliance polono-roumaine n'avait pas aucune valeur.

En septembre 1939, l'attitude de la Roumanie n'a, en principe, suscité que peu d'angoisse à Moscou³⁷. Le 17 septembre, les Soviétiques transmirent aux Roumains la note célèbre au sujet de la chute de l'État polonais sous les coups allemands et la nécessité pour l'URSS de défendre les "frères de sang" ukrainiens et biélorusses, habitant les confins orientaux de la République polonaise. C'était l'annonce de l'agression soviétique contre l'État polonais³⁸. Dès le lendemain, le ministre Grigore Gafencu informa Moscou de la neutralité stricte de son pays à l'égard de tous les combattants, la Pologne, alliée y comprise³⁹. Peu de temps après la détention des autorités polonaises en Roumanie, le commissaire Molotov exprima son inquiétude de voir sur le territoire roumain (et tout près de la frontière de l'URSS) l'État Major général polonais ainsi que – comme soulignait-il – "500 avions de combat polonais". Il fut, une fois de plus, rassuré de la neutralité stricte par Bucarest. Chose curieuse, le chef de la diplomatie soviétique, qui semblait être si contrarié par la présence des avions polonais sur le territoire roumain, n'excluait pas la possibilité d'acheter les plus modernes d'entre eux⁴⁰. La transaction n'a pourtant jamais abouti.

**

Les historiens de la diplomatie s'accordent à dire que l'alliance polono-roumaine, conclue en mars 1921 et composée d'un accord politique et d'une convention militaire modifiée plus d'une fois, avait un caractère défensif. Les Polonais y voyaient une garantie de plus de leur frontière avec l'URSS, et les Roumains – une garantie supplémentaire de la possession de la Bessarabie. Moscou considérait les choses de

³⁶ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1939 styczeń-sierpień*, red. S. Żerko, Warszawa 2005, télé. de J. Łukasiewicz à Varsovie et Londres du 16 août 1939, p. 751; M. Kornat, *Polityka zagraniczna Polski 1938–1939. Cztery decyzje Józefa Becka*, Gdańsk 2012, p. 415; M. Wołos, *Polityka zagraniczna ZSRR w latach 1938–1939*, [dans :] *Kryzys 1939 roku w interpretacjach polskich i rosyjskich historyków*, pod red. S. Dębskiego, M. Narinskiego, Warszawa 2009, pp. 164–165.

³⁷ Sur l'attitude de la Roumanie face à l'agression allemande et soviétique contre la Pologne en septembre 1939 voir: T. Dubicki, *Polscy uchodźcy w Rumunii 1939–1945. Studia i materiały*, Warszawa 1995, *passim*; A. Kastory, *Rozbiór Rumunii w 1940 roku*, Warszawa 2002, pp. 103–116; *W rumuńskiej pulapce. Internowanie Józefa Becka i Edwarda Śmigłego-Rydza w dokumentach rumuńskich służb specjalnych*, wybór i oprac. M. Kornat, M. Morzycki-Markowski, Gdańsk 2011, *passim*.

³⁸ *Советско-румынские отношения*, t. II, télé. de N. Dianu à Bucarest du 17 septembre 1939, pp. 245–246

³⁹ *Ibidem*, télé. de G. Gafencu à Moscou du 18 septembre 1939, pp. 246–247.

⁴⁰ *Ibidem*, télé. de N. Dianu à Bucarest du 20 septembre 1939, pp. 247–249. D'après les historiens polonais sur le territoire de la Roumanie en septembre 1939 se trouvaient 250 avions de combat polonais environ.

façon tout à fait différente. Officiellement, mais aussi dans leur correspondance diplomatique, les Soviétiques soulignaient invariablement le caractère agressif envers l'URSS. Cette alliance illustre parfaitement la thèse si chère aux dirigeants soviétiques aimant à parler d'une forteresse assiégée, et encerclée par des voisins hostiles au bolchévisme et au premier État ouvrier et paysan. De l'autre côté, elle adhérait au concept de „cordon sanitaire” dont les puissances occidentales (et surtout la France) semblaient vouloir entourer l'État de Lénine. Dans la pratique, elle était considérée par les diplomates bolchéviques comme un obstacle de l'annexion à l'URSS de territoires qui, encore peu de temps auparavant, avaient appartenu à l'Empire des Romanovs, et que les Soviétiques ne cessaient de convoiter. Il s'agissait surtout de la Bessarabie et des confins orientaux de la République de Pologne. Ce point de vue n'a, en principe, point changé durant toute la période de l'entre-deux-guerres et le caractère “hostile” de l'alliance polono-roumaine était, plus ou moins souvent, mis en avant par la diplomatie soviétique. Le retour de cette question dépendait surtout de l'état actuel des relations entre d'une part, Moscou et Varsovie et d'autre part, Moscou et Bucarest.

Force est pourtant de constater que les politiques et les diplomates soviétiques savaient utiliser l'alliance entre la Pologne et la Roumanie pour tirer quelques avantages sur la scène internationale. Plus d'une fois, et surtout dans les années 1920 et à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Moscou s'en servait comme un prétexte utile pour justifier ses actions hostiles aussi envers la Pologne qu'envers la Roumanie.